

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 271 – VENDREDI 20 NOVEMBRE 2015

## PÂQUERETTE RASSURÉE

“Si le choix, c’est Sarko ou Hollande, je me présente aussi”, dit Bayrou. Enfin, un arbitre!

## AGENDA MILITANT

→ **22 novembre**  
Strasbourg [Entre Mondes 2015](#)

→ **28 novembre**  
Paris [Genre et Justice climatique](#)

→ **29 novembre**  
Paris [Marche Mondiale pour le climat CENSURÉE](#)



À LIRE SUR  
[communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

### → Écologie

[Pour la paix, la justice, contre les inégalités et les dérèglements climatiques,](#)

Coalition climat 21

[Pour un climat de justice et de paix, 350.org](#)

### → Libertés

[Surenchère sécuritaire](#)

### → Monde

[Contre les logiques de guerre et de haine, pour la paix et la solidarité](#)

[Solidarité avec VIOME](#)

## Mobilisation de la société pour défendre la vie et les libertés

**A**vec les victimes du 13 novembre et leurs proches, nous sommes dans une communauté de tristesse qui n’est pas seulement émotion et compassion. Elle est volonté de résister par la vie, comme chacun s’y emploie individuellement et comme nous nous y employons ensemble.

Cette pulsion de vie est aussi volonté de comprendre afin de démentir l’idée morbide que nous serions entrés dans des années de sang. Que peut-on faire pour changer le cours de cette histoire de haine et de larmes ? Qu’est-ce qui nourrit le fanatisme “religieux”, ici en France et là-bas, en Syrie et dans bien d’autres pays ?

On ne saurait relativiser la nécessité de mesures de police fortes, qui sont légitimes tant qu’elles respectent l’État de droit. Cependant, la focalisation sur la seule dimension sécuritaire serait une impasse, et interdire des manifestations citoyennes comme celles sur le climat, c’est entraver la démocratie et nuire aux “valeurs républicaines”. Ainsi, il est juste de douter à la fois de la légitimité et de l’utilité de la prolongation pendant trois mois de l’État d’urgence.

Plus largement, il est déjà tard, mais il est toujours temps, pour s’interroger sur l’état de notre société, sur la politique internationale de la France et sur les relations internationales.

Première vérité cruelle : la France est dans les meilleurs termes commerciaux avec des États proches idéologiquement de Daesh et qui ont des rapports pour le moins ambigus avec le terrorisme. La France n’a-t-elle pas signé, ces dernières semaines encore, des contrats d’affaires mirobolants avec l’Arabie saoudite et le Qatar ? Quant à la Russie et l’Iran, ils soutiennent le pouvoir criminel d’Assad. Ainsi, le peuple syrien et sa révolution déjà oubliée sont écrasés par les intérêts géopolitiques des grandes puissances.

Seconde vérité : la non résolution de conflits historiques, tout particulièrement celui entre Israéliens et Palestiniens, crée un sentiment planétaire d’injustice, qui ne justifie rien, mais explique des haines mortelles. La communauté internationale va-t-elle enfin s’atteler à la victoire de la solution de paix ?

Enfin, troisième vérité : la France inégalitaire et discriminante sacrifie les quartiers populaires et les jeunes. Les idéologues radicaux n’ont qu’à récupérer certains d’entre eux pour les transformer en chair à explosion. Va-t-on enfin s’atteler à cette question de l’égalité ?

Ce ne sont pas les bruits de bottes qui permettront de trouver des solutions, mais la politique. Une politique débarrassée du cynisme qui conduit la société mondiale droit dans le mur.

● **Cerises**

# Face à l'esprit de guerre : l'analyse des causes et le dessein de la paix

**Après les attentats du 13 novembre, de nouvelles questions de fond doivent s'imposer dans le débat public. Toutes concernent l'alternative et le projet de société à construire face aux impasses des politiques cyniques, inégalitaires et mercantiles.**

**D'**abord, les pleurs, l'accablement et l'effroi devant l'horreur. Pour la première fois, en France, à Saint-Denis et à Paris, le terrorisme de masse. C'est autre chose que la guerre ressentie, édulcorée, derrière le paravent de la télévision, dans d'autres lieux qui semblent toujours éloignés. Notre mort, celle de nos proches, de nos amis, de nos voisins. La mort de nos semblables, qui nous accable.

Ensuite, le sentiment que la situation présente est autre, bien différente de celle qui préexistait aux crimes. Contrairement à ce qu'ont immédiatement claironné certains politiques, incapables de trouver d'autres mots, non pas la guerre, à Saint-Denis et à Paris. In vraisemblable manque de discernement de ceux qui s'alignent, sous l'émotion, sur la volonté des terroristes de mondialiser la guerre, ne comprenant pas que, précisément, l'un des enjeux pour Daesh est que la France, l'Europe, les "occidentaux" se lancent dans une nouvelle croisade. La terrible réalité des événements du 13 novembre, ce n'est pas qu'une guerre s'est enclenchée sur le territoire français – mais que la guerre menée en Syrie a trouvé un prolongement ici par le terrorisme de masse. A l'absence de ciblage précis des victimes s'ajoute une autre étape dans l'horreur : l'utilisation de kamikazes pour tuer.

## **Guerre à la peur, refus de la haine**

L'effet voulu par les criminels est la peur généralisée. Quelques jours après les faits, il serait présomptueux d'apprécier dans quelle mesure cet objectif morbide est atteint ou ne l'est pas. Disons cependant que l'immense majorité des personnes qui s'expriment, qui débattent, qui témoignent, disent avec force leur

**La terrible réalité des événements du 13 novembre, ce n'est pas qu'une guerre s'est enclenchée sur le territoire français, mais que la guerre menée en Syrie a trouvé un prolongement ici par le terrorisme de masse.**

refus de la peur, le parti pris de ne pas accepter que leurs quotidiens soient dictés par la terreur. Soulignons combien cet enjeu est important : si les terroristes réussissaient à imposer la peur au jour le jour, avec ses cortèges de réactions violentes, de haine, de stigmatisation, de racisme, ils auraient gagné. Cependant,

ce n'est pas tellement ce qui semble se passer dans les têtes jusqu'à présent : c'est bien plutôt une détermination à vivre "comme avant" et à ne pas céder à la haine qui s'exprime.

Ainsi ressent-on avec grande émotion ce texte, écrit par Antoine Leiris, dont la femme a été tuée au Bataclan<sup>1</sup> : « *Vendredi soir vous avez volé la vie d'un être d'exception, l'amour de ma vie, la mère de mon fils mais vous n'aurez pas ma haine. Je ne sais pas qui vous êtes et je ne veux pas le savoir, vous êtes des âmes mortes. (...) je ne vous ferai pas ce cadeau de vous haïr. Vous l'avez bien cherché pourtant mais répondre à la haine par la colère ce serait céder à la même ignorance qui a fait de vous ce que vous êtes. Vous voulez que j'ai peur, que je regarde mes concitoyens avec un oeil méfiant, que je sacrifie ma liberté pour la sécurité. Perdu. Même joueur joue encore. (...) Nous sommes deux, mon fils et moi, mais nous sommes plus fort que toutes les armées du monde.* »

Le massacre n'était pas fini que, déjà, la société réagissait spontanément, solidairement, massivement. Voisins et ●●●

1. Le texte entier est ici : <http://www.konbini.com/fr/tendances-2/facebook-lettre-ouverte-haine/>



Place de la République, à Paris, au lendemain du 13 novembre.

●●● témoins de l'horreur immédiatement aux côtés des victimes, des blessés. Professionnels et services publics entièrement mobilisés, organisés... Réseaux sociaux donnant minute par minute, à côté de la stupeur, un extraordinaire écho à la mobilisation de tous. Il s'est agi alors d'affirmer très vite la nécessité de continuer à vivre, à sortir, à écouter de la musique, à faire du sport... bref, à exercer la liberté – relative mais bien réelle – qui est la nôtre malgré les inégalités, les discriminations, les injustices qu'il ne faut pas oublier. Bref, à la pulsion de mort s'est opposée immédiatement la pulsion de vie, et c'est cela qui donne de l'espoir pour la suite.

Que dire, alors, des propos de certains politiques, tel Jean-Christophe Cambadélis expliquant : « *Nous entrons dans les années de sang* », avant d'appeler à la concorde nationale. Certains d'entre eux pensent qu'ils ont aujourd'hui pour rôle de préparer l'opinion publique à des années de sang et de bombes. Bien sûr, on doit entendre que, malheureusement, les terroristes tenteront de recommencer : il s'agit pour eux de donner des coups de boutoirs contre une société qui résiste, espérant ainsi fissurer l'esprit de vie qui, pour le moment, s'affirme puissamment. Comme nous ne sommes pas bêtes, nous n'avons pas besoin que le secrétaire national du Parti socialiste

nous dise que nous allons demain être à nouveau des cibles à massacrer. Ce dont nous avons besoin plutôt, c'est de faire la guerre à la peur, non dans le sens d'un déni du risque, mais dans l'idée d'infliger aux terroristes une défaite totale. Et nous avons besoin d'une analyse des causes qui ont rendu ces attaques

**Ce dont nous avons besoin, c'est de faire la guerre à la peur, non dans le sens d'un déni du risque, mais dans l'idée d'infliger aux terroristes une défaite totale. Et nous avons besoin d'une analyse des causes qui ont rendu ces attaques possibles.**

possibles, de cet engrenage terrifiant dans lequel nous sommes engagés sans l'avoir voulu, sans que personne ne nous ait demandé notre avis.

Or, la plupart des politiques sont aujourd'hui engagés sur un tout autre terrain. Le Président Hollande, Valls et son gouvernement ont bien su exprimer que ce qui a été visé, c'est la jeunesse

et ses activités scandaleuses aux yeux des monstres intégristes. Mais dans le registre de leurs propositions, dans leurs catalogues de mesures, le PS, l'UMP et la droite sont presque entièrement alignés. Ces propositions sont largement concentrées sur les objectifs de guerre en Syrie et centrés sur le registre sécuritaire en France. Prenons les principaux débats en cours.

#### **Première débat : les mesures pour lutter contre le terrorisme**

Les mesures décidées ou envisagées en la matière ont une double caractéristique. D'abord, elles sont focalisées sur la seule dimension répressive. On le voit par exemple concernant les services publics : les créations de poste annoncées, au demeurant très modestes, concernent uniquement la gendarmerie, la police, l'armée et la justice. Mais où sont donc les moyens pour la prévention, pour l'accompagnement des jeunes en perdition ? Doit-on considérer que les processus conduisant de jeunes Français à se lier à des réseaux intégristes, à s'affilier, à se soumettre à des idéologies radicalement morbides ne peuvent être combattus ? C'est une forme de démission, et en définitive, c'est une (autre) forme de laxisme : on ne veut pas envisager qu'il soit possible que les trajectoires de ces jeunes vers la mort soient prévenues, interrompues. ●●●



Dessin de Jean Jullien (<http://www.jeanjullien.com/>)

●●● Mais ce n'est pas tout, ce que l'on ne veut pas voir et qu'on masque en concentrant les efforts intérieurs sur la seule répression, c'est que ces trajectoires ont à voir avec l'abandon des quartiers populaires, avec l'échec scolaire, avec l'ennui, avec l'économie souterraine qui s'épanouit sur fond de chômage, avec l'absence d'accès à la culture, aux sports et aux loisirs. On nous sert des portraits de jeunes solitaires, aigris, renfermés, suggérant que leurs crimes auraient pour origine principale des profils psychologiques faibles et des identités incertaines. Mais alors, serions-nous incapables de faire que ces identités et ces profils perturbés soient moins nombreux, et que lorsqu'ils existent d'autres possibilités soient construites d'être au monde que celle de devenir la chair à canon d'un projet politique monstrueux ? Sans vouloir dédouaner la société, et tout particulièrement l'incroyable tolérance que nous avons en France, dans le pays des droits de l'homme, pour l'inégalité et le manque de fraternité, la démission des politiques est une réalité incontestable qu'il faut pointer et qu'une alternative politique doit viser à transformer radicalement.

### Second débat : les musulmans et la France

À l'intérieur de ce débat là, il y a à la fois la question de l'égalité sociale, des fractures territoriales – et de la ghettoïsation des quartiers populaires –, la question des discriminations – sous évaluées et largement taboues – et, en son sein, celle de la lutte contre le racisme et contre l'islamophobie (que l'on continue

parfois, même parmi des intellectuels de gauche d'ignorer, sous couvert de laïcité<sup>2</sup>). Ce que l'on peut souligner, concernant le risque que la société se retourne contre les musulmans, c'est que ces

**Où sont donc les moyens pour la prévention, pour l'accompagnement des jeunes en perdition ? Leurs trajectoires ont à voir avec l'abandon des quartiers populaires. De fait, nous avons en France, dans le pays des droits de l'homme, une incroyable tolérance pour l'inégalité et le manque de fraternité.**

derniers jours, il ne s'est globalement pas confirmé, et cela pour différentes raisons.

2. On lit par exemple, dans entretien publié le 16 novembre 2015, par *L'Humanité*, avec Elisabeth Roudinesco, par ailleurs intéressant, ceci : « *La défense des principes permet ensuite une souplesse dans l'application et une discussion dans les cas individuels. Il ne faut avoir aucune complaisance vis-à-vis des discours qui emploient le terme d'islamophobie* ». Le terme islamophobie est-il pros crit quand on lit, parmi les premières réactions aux attentats du 13 novembre ce tweet de Philippe De Villiers : « *Voilà où nous a conduit le laxisme et la mosquéeisation de la France !* » ?

Il ne s'est pas confirmé d'abord parce que dans sa volonté de semer la terreur dans la société en frappant à l'aveugle, Daesh a envoyé un message de mort à ceux-là même que l'organisation prétend appeler à se mobiliser contre les mécréants. De ce point de vue, Daesh vient de s'isoler. La condamnation des attentats par les musulmans de France a été immédiate, massive, explicite, argumentée et publique. Une autre raison de l'absence de mouvement massive-ment islamophobe, c'est que la réaction massive que nous avons évoquée tout à l'heure – spontanément solidaire – exclut les discours d'exclusion jusqu'à limiter l'espace pour de tels discours. Ainsi, les islamophobes notoires ont eu peu d'espace depuis une semaine pour s'exprimer...

Cependant, il convient de rester vigilant pour la suite. D'une part, des mosquées ont été dégradées et quelques agressions ont eu lieu ces derniers jours. D'autre part, on peut penser qu'une partie du monde politique, tout particulièrement du côté de l'extrême droite, mais aussi possiblement ailleurs, n'aura pas de scrupule à ressortir le chiffon noir de la religion musulmane si cela peut lui être utile. Les manipulations ont d'ailleurs commencé, avec l'ignoble affiche électorale éditée par le Front National.

### Troisième débat : terrorisme, migrants et Union européenne

Un autre débat, si l'on peut appeler débat les déclarations de quelques-uns suite aux attentats, porte sur la politique européenne concernant les migrants ●●●



Dessin de Bar (<http://baractu.canalblog.com/>).

●●● et les réfugiés liés aux conflits en cours. Marine Le Pen a tôt fait de mettre en cause l'accueil des migrants, profitant de l'annonce qu'un des terroristes aurait rejoint la France parmi les réfugiés syriens. Belle aubaine pour la représentante du FN, qui lui permet d'occuper un des rares créneaux sur lequel le PS et Les Républicains ne la suivront pas (ou pas tout à fait), sans pour autant aller trop vite dans des exigences classiques de l'extrême-droite (par exemple en faveur de la peine de mort).

La difficulté pour ceux qui s'inquiètent du sort des migrants, c'est que la position consistant à dire que le problème des migrants n'a rien à voir avec celui du terrorisme, que l'accueil des réfugiés est un impératif moral, heurte de front des images du type : si les réfugiés comptent parmi eux des terroristes, stopper le flux des réfugiés stoppera la venue des terroristes. Ainsi, l'ignoble amalgame est facile à promouvoir, sur le dos des victimes de la guerre, quand la défense des plus faibles fait appel à un raisonnement moral et politique. La réalité est pourtant simple : nous sommes dans un monde où la circulation des personnes sera de moins en moins régie par l'existence de murs prétendument infranchissables.

#### Quatrième débat : la guerre en Syrie

« Nous sommes en guerre », ont claironné plusieurs responsables politiques immédiatement après les attentats, sans mesurer qu'avec de telles déclarations, ils cèdent à Daesh, dont l'objectif premier est d'exporter la guerre syrienne, de la mondialiser. Ainsi, s'installer une ambiance de guerre, comme risque fort d'y contribuer le prolongement de l'état

d'urgence dans la longue durée, c'est donner des armes aux ennemis de l'Humanité. Si une guerre est en cours, c'est celle dans laquelle la France est engagée depuis des mois en Syrie. C'est en connaissance du risque d'attentats ici que François Hollande a fait le choix de l'option particulière d'une intervention militaire sans mandat de l'ONU, iso-

lée en Europe, alignée sur l'orientation américaine, ignorant le poids de la Russie et de l'Iran... et préférant à un soutien massif aux forces kurdes des raids aériens que les spécialistes disent inefficaces.

De fait, le volet diplomatique a été jusqu'à présent sous-investi, de même que le rôle de l'ONU a été négligé, là où la France aurait pu être une des forces majeures pour reconstruire une perspective de paix, à travers un règlement ●●●

#### La politique étrangère française en cause

Les historiens Sophie Bessis et Mohamed Harbi mettent en cause la politique étrangère française en ces termes : « *Le djihadisme est avant tout l'enfant des Saoud et autres émirs auxquels la France se félicite de vendre à tour de bras ses armements sophistiqués, faisant fi des "valeurs" qu'elle convoque un peu vite en d'autres occasions. Jamais les dirigeants français ne se sont posé la question de savoir<sup>1</sup> ce qui différencie la barbarie de Daesh de celle du royaume saoudien. On ne veut pas voir que la même idéologie les anime. (...) Exigeons que la France mette un terme à ses relations privilégiées avec l'Arabie saoudite et le Qatar, les deux monarchies où l'islam<sup>2</sup> wahhabite est la religion officielle, tant qu'elles n'auront pas coupé tout lien avec leurs épigones djihadistes, tant que leurs lois et leurs pratiques iront à l'encontre d'un minimum décent d'humanité.* » L'alternative consiste selon l'universitaire Jean-François Bayart à effectuer un « retournement radical », c'est-à-dire « *la remise en cause de la financiarisation du capitalisme qui détruit le lien social, crée la misère de masse et engendre des desperados ; une politique de sécurité qui privilégie le renseignement humain de qualité et de proximité plutôt que la surveillance systématique, mais vaine, de la population ; le rétablissement et l'amplification des libertés publiques qui constituent la meilleure riposte à l'attaque de notre société ; la révision de nos alliances douteuses avec des pays dont nous ne partageons que les contrats ; et surtout, peut-être, la lutte contre la bêtise identitaire, aussi bien celle d'une partie de notre propre classe politique et intellectuelle que celle des djihadistes.* »

1. [http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/11/17/nous-payons-les-inconsequences-de-la-politique-francaise-au-moyen-orient\\_4811388\\_3232.html#Z04vU5WiqvTPYmWF99](http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/11/17/nous-payons-les-inconsequences-de-la-politique-francaise-au-moyen-orient_4811388_3232.html#Z04vU5WiqvTPYmWF99)

2. [http://www.liberation.fr/debats/2015/11/15/le-retour-du-boomerang\\_1413552](http://www.liberation.fr/debats/2015/11/15/le-retour-du-boomerang_1413552)

## LES MONARCHIES DU GOLFE S'ENGAGENT CONTRE DAECH



Dessin de Dilem (<https://charliehebdo.fr/>)

●●● global du conflit syrien<sup>3</sup> : mandat consensuel pour mettre Daesh hors d'état de nuire, mise à l'écart d'Assad et engagement d'un processus démocratique dans le pays... ce qui semble se dessiner maintenant, sous la forme d'un accord entre grandes puissances décidant du sort des petits, après des mois perdus inutilement.

### Cinquième débat : la politique internationale de la France

Un autre débat s'esquisse seulement, alors qu'en fait il s'agit à l'évidence d'une des clefs pour l'avenir : la France (entre autres pays) a développé depuis de nombreuses années une politique étrangère qui la lie de manière de plus en plus importante avec les monarchies du Golfe, tout particulièrement avec l'Arabie saoudite et le Qatar, des puissances qui financent, directement ou indirectement, Daesh.

L'analyse de la politique française renvoie aux années 70 et 80. L'universitaire Jean-François Bayart pointe ainsi les responsabilités françaises : « *L'alliance stratégique que la France a nouée avec les pétromonarchies conservatrices du Golfe, notamment pour des raisons mercantiles, a compromis la crédibilité de son attachement à la démocratie. (...) Pis, par ce partenariat, la France a cautionné, depuis les années 1980, une propagande salafiste forte de ses pétrodollars, à un moment où le démantèlement de l'aide publique au développement, dans un contexte néolibéral d'ajustement structurel, pau-*

*périsait les populations, affaiblissait l'État séculariste et ouvrait une voie royale à l'islamo-Welfare dans les domaines de la santé et de l'éducation en Afrique et au Moyen-Orient.*

*Son alliance avec les pétromonarchies arabes a aussi conduit la France à appuyer diplomatiquement et militairement la guerre d'agression de l'Irak contre l'Iran (1980-1988) et à ostraciser ce*

**C'est en connaissance du risque d'attentats ici que F. Hollande a fait le choix de l'option d'une intervention militaire sans mandat de l'ONU, isolée en Europe, alignée sur l'orientation US, ignorant le poids de la Russie et de l'Iran... et préférant à un soutien aux forces kurdes des raids aériens inefficaces.**

*dernier, alors qu'il représente, avec la Turquie, le seul môle de stabilité étatique de la région, qui détient l'une des clefs de la résolution de la plupart de ses conflits, comme nous le découvrons aujourd'hui au Liban et en Syrie. La même désinvolture a présidé à la politique de la France à l'égard d'Ankara. Au lieu d'arrimer la Turquie à la construction européenne, Paris l'a snobée, au risque de*

*perdre toute influence auprès d'elle, de favoriser sa « poutinisation » et de l'abandonner à ses liaisons dangereuses avec des mouvements djihadistes. »*

Aujourd'hui, la logique de guerre française constitue une fuite en avant dans une vision atlantiste, celle-là même qui prévaut depuis le 11 septembre 2001 du côté américain. Ainsi, après avoir repris à son compte en juin 2015 sur *Europe 1* le terme de « *guerre des civilisations* », Manuel Valls a évoqué, ce 16 novembre, le terme « *combat de civilisations* ». Mais que masque ce discours apparemment radical ? Des contrats mirobolants avec les monarchies du Golfe qui financent le terrorisme islamique. On se souvient alors du tweet diffusé par le Premier ministre le 13 octobre : « *France-Arabie saoudite: dix milliards d'euros de contrats ! Le gouvernement mobilisé pour nos entreprises et l'emploi.* »

### Sixième débat : le commerce, le libéralisme et le terrorisme

De plus en plus de livres et d'articles décortiquent à présent l'histoire des relations entre les États-Unis et les organisations qui préexistaient à Daesh, dont tout particulièrement les talibans afghans et l'organisation Al-Qaïda. La motivation de ces relations est pour partie géopolitique. Ainsi, comme les monarchies du Golfe (Arabie saoudite en tête) et avec l'Angleterre et le Pakistan, les États-Unis, avant de devenir les meilleurs ennemis d'Al-Qaïda après les attentats du 11 septembre 2001, en ont été des financeurs et partenaires face à l'influence soviétique puis russe. De la même façon, les ●●●

3. <http://www.regards.fr/web/article/la-justice-pas-l-État-de-guerre>



●●● États-Unis ont soutenu contre l'État Irakien et contre l'État syrien les extrémistes islamistes. Et en 2011, selon Nafeez Ahmed<sup>4</sup>, « *l'intervention militaire de l'OTAN pour renverser le régime de Kadhafi a emboîté le pas au soutien important apporté à des mercenaires libyens, qui étaient en fait des membres de la branche officielle d'Al-Qaïda en Libye. La France se serait vu proposer le contrôle de 35 % des ressources pétrolières de la Libye en échange de son soutien aux insurgés* ». Sarkozy ferait bien de se taire, car il porte des responsabilités écrasantes dans la situation que nous connaissons aujourd'hui. Enfin, en Syrie, pour faire tomber Assad, des soutiens financiers considérables ont été apportés depuis plusieurs années par l'Arabie saoudite, le Qatar, les Émirats arabes, la Jordanie et la Turquie aux islamistes liés à Al-Qaïda (dont est issu Daesh).

Une autre dimension du problème est que le dynamisme ou non de l'économie mondiale est largement lié à la production de pétrole à coût acceptable, donc lié à la bonne volonté des États du Golfe, qui disposent d'une bonne partie des plus grandes réserves du monde. Plus prosaïquement, tout le monde sait que la Turquie achète, par le biais d'intermédiaires, les productions de pétrole, de blé et de coton issues des territoires contrôlés par Daesh, lui fournissant ainsi

des revenus substantiels. Et la Turquie, mais aussi les marques les plus connues ayant délocalisé leur production de vêtements pour plus de profits, de vendre à l'Union européenne de nombreux textiles réalisés sur son territoire grâce au coton acquis auprès de Daesh. Ces éléments,

**La France a développé depuis des années une politique étrangère qui la lie de manière de plus en plus importante aux monarchies du Golfe, tout particulièrement avec l'Arabie saoudite et le Qatar, puissances qui financent, directement ou indirectement, Daesh.**

ni le pouvoir "socialiste", ni le pouvoir sarkozyste ne peuvent les ignorer ou les démentir.

Résumons. La première coalition contre l'État islamique associe les États-Unis, la France et les dictatures ignobles que sont, notamment, l'Arabie saoudite et le Qatar. L'autre coalition compte la Russie et l'Iran, dans une optique de maintien (provisoire) au pouvoir de Bachar El Assad, responsable de la mort de plus de 200 000 civils dans son pays. Pendant ce temps, rappelons-le, ce sont

les forces kurdes qui, malgré la répression turque et la faiblesse des soutiens militaires obtenus auprès des États-Unis et de la France, qui infligent les plus lourdes pertes à Daesh. Nous avons sous les yeux le fonctionnement d'un ordre politique et économique mondiale vérolé.

Aux citoyens que nous sommes de s'informer sur ces questions, de diffuser les analyses et les leçons que nous en tirons sur le monde actuel et sur le monde que nous voulons. Nous ferons naître, dans le temps qu'il faudra, une alternative globale qui rompt avec le cynisme généralisé des prétendues élites mondiales. Sans attendre, nous pouvons exiger qu'une coalition internationale sous l'égide de l'ONU se substitue aux coalitions en place, afin de contribuer à détruire Daesh, notamment en asséchant son financement, en soutenant les forces kurdes et les forces progressistes syriennes.



● Gilles Alfonsi

Notre dossier sur Féminisme et communisme avec Clémentine Autain sera publié dans un prochain numéro.

Le dossier de la semaine prochaine sera consacré aux questions énergétiques et environnementales, à la veille de la COP 21.

4. Lire sur ces sujets l'article édifiant de Nafeez Ahmed : <http://www.middleeasteye.net/node/39507>

# Comme une disponibilité ...

**D**imanche soir. Par-dessus ma peine, l'inquiétude me saisit. Demain matin, en cours, que dire aux étudiants ? Comment accueillir des paroles qui pourraient être xénophobes ? Si dans chaque groupe, 25 voix veulent remettre les Arabes à la mer comment ne pas me laisser submerger par la colère ? Et puis, jusqu'où resterai-je enseignante, à partir de quels mots laisserai-je parler mes convictions militantes ?

Lundi matin, l'entrée dans la salle est la plus silencieuse de l'année, les visages sont tristes, en même temps tournés vers moi avec intensité.

- "Après l'appel, nous parlerons si vous le souhaitez..."  
Ils acquiescent.

Mais... silence. J'ouvre la conversation.

Ma douleur, notre douleur, ces morts accumulées, cette foule de blessés, cette insupportable expérience infligée de négation de l'humanité.

Et puis les réflexions d'ordre politique qui m'ont agitée ces deux jours prennent le dessus. Je livre, un peu pêle-mêle : d'où vient l'argent de la guerre de Daesh, à coup sûr des coffres bancaires d'Arabie saoudite que notre diplomatie courtise, du Qatar qui finance le PSG. Pourquoi l'ONU est-elle absente du théâtre des opérations, pourquoi s'y agitent les seules grandes puissances de la planète, les USA et Exxon, la Grande-Bretagne et British Petroleum, la France et Total, comment ne pas sentir que sur cette guerre flotte l'odeur du pétrole régional ? Cet entre soi des puissants du monde est mortifère.

Quelques signes de tête acquiescent, je poursuis notant que le "C'est la guerre !" du Premier Ministre n'est pas un scoop, et que la présence militaire de notre pays sur tant de territoires - Afghanistan, Libye, Mali, Irak, Syrie - ne le font pas apparaître comme facteur de paix. Au contraire, cela le désigne probablement comme cible privilégiée du terrorisme.

- "Mais qu'est-ce qu'on peut faire ?", fuse alors avec vigueur.

Regards tendus vers moi. Il faut répondre :

Nous sommes citoyens, peuple souverain, légitime à changer la politique étrangère de notre pays. Elle n'est pas la chasse gardée de quelques experts, elle a des conséquences sur nos vies. Ainsi de l'irréalisme de Laurent Fabius : nos bombes sur les populations syriennes ajoutent du chaos au chaos, le discours de professeur de démocratie quant à Assad n'est pas la priorité, «Tartarin tout seul au milieu des décombres» ressort davantage des ambitions de politique intérieure visant l'inversion de la courbe des sondages électoraux. L'urgence est au contraire de s'inscrire dans le processus initié par les Russes rejoints par les États-Unis visant à rassembler toutes les forces opposées à la barbarie, à favoriser l'intervention du Conseil de sécurité de l'ONU et donc des nations du monde.

Nous pouvons trouver les formes d'action sur notre gouvernement pour que la reconstruction de la paix devienne sa boussole.

Aurais-je un allié dans la salle qui chuchote : "Elle a raison" !

La parole des étudiants s'enclenche, ils fustigent la "salo-agerie" de Pontivy où l'extrême droite locale, en manif anti migrants a lynché un passant maghrébin.

Adeptes des réseaux sociaux, plusieurs se félicitent des appels renouvelés à la solidarité avec ceux qui sont quotidiennement sous les bombes, à ne pas confondre les tueurs et nos voisins, nos concitoyens musulmans.

Quelques réflexions me viennent alors : on n'en est plus au lendemain de *Charlie*, l'appel à la vengeance avait ses adeptes nombreux dans la classe, toute réflexion politique choquait. Aujourd'hui, me semble-t-il, la volonté de comprendre a pris le dessus, il y a comme une recherche d'humanité, comme une disponibilité ...

● Catherine Destom-Bottin







**Le sens de la fraternité** : À Tournai des migrants, à Gaza des Palestiniens disent leur solidarité, leur volonté de paix et de justice. (Photo : lavenir.be et Ziad Medoukh)

● **Les idées, la poésie, le rire, la révolte.** Ne pas céder face aux rites assassins et à la mort, mais partager les moments de vie, c'est le sens du message du Théâtre Gérard Philippe qui reste ouvert : « *Ce soir, les artistes et l'équipe du TGP se rassembleront pour faire entendre les idées, la poésie, le rire, la révolte qui sont contenus dans chacun des mots de ces textes, qu'ils nous parviennent des siècles passés ou de la plume d'un écrivain d'aujourd'hui.* » De Molière à Mohamed Ali de Dieudonné Niangouna : des temps où l'on construit ensemble le projet d'une autre société, qu'une nuit de violence assassine ne doit pas abattre. « *Vite au théâtre !* ». Plus dans "Culture" sur [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

● **Climat sécuritaire.** Si les officiels sont bienvenus à la COP 21, les citoyen-ne-s qui entendent porter une conception solidaire, alternative, sociale des questions environnementales ne le sont pas, pour la préfecture de Paris qui interdit les manifestations des 29/11 et 6/12. "On lâche rien", ont dit les signataires de l'appel à maintenir les rassemblements démocratiques "pour un monde juste, durable et solidaire". Plus dans "Écologie" sur [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

● **Pillage israélien.** L'Union européenne fait un pas contre le pillage des richesses palestiniennes par l'occupant israélien. Dans un communiqué commun, la plate-forme des ONG françaises pour la Palestine, les syndicats CGT et Solidaires, la Fédération internationale des Ligues des droits de l'Homme déclarent :

« *La publication par l'Union européenne de «lignes directrices» pour un étiquetage correct des produits issus des colonies israéliennes est un nouveau pas important vers l'exclusion des colonies israéliennes dans les relations bilatérales entre l'UE et Israël. Elle est saluée par des organisations de la société civile européenne, palestiniennes et de nombreuses personnalités israéliennes. Celles-ci appellent l'Union européenne à prendre des mesures supplémentaires pour que cessent la colonisation et l'occupation des Territoires occupés.* » Ces lignes directrices étaient prêtes depuis longtemps, mais non publiées : l'UE reste le principal partenaire économique des colonies israéliennes. Plus dans "Monde" sur [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net).

● **Réactionnaire, liberticide.** Jusqu'à présent, les militants de la campagne internationale Boycott-Désinvestissement-Sanctions (BDS) étaient relaxés dans les procès qui leur étaient intentés. Mais le 20 octobre, la Cour de cassation a condamné douze militants du collectif BDS de Mulhouse... pour « *provocation publique à la discrimination* ». En appelant les clients d'un supermarché à ne pas acheter les produits israéliens, ces militants luttent contre les discriminations que subissent les Palestiniens et pour le droit des peuples à l'auto-détermination. Le ministère de la Justice et la Cour de cassation en reviennent à l'époque où la France niait le droit des peuples colonisés à s'émanciper et portent aussi atteinte à la liberté d'expression en France. En contradiction avec les petites avancées de l'UE ci-dessus.

## Cerises

publication de l'Association  
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,  
Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Pierre Zarka.

[cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)

Abonnement gratuit en ligne :  
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)



MEDIAPART

